L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

Avances gouvern. ..... $13 | Payable d'avance
Avances priv. par mois ..... $10 | Payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 22 MAI 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

DU PAUPERISME A NEW-YORK.

Il résulte d'un rapport transmis à la législature de New-York par le secrétaire d'Etat que le nombre des pauvres entretenus dans les maisons de refuge des comtés est 56,581
et le nombre des pauvres ayant reçu des secours temporaires 14,170
Nombre total. 70,731

Ce qui présente sur le nombre de pauvres de l'année antérieure une augmentation de 10,994.

Sur le chiffre de 56,581 qui représente le nombre de pauvres vivant actuellement dans la maisons de refuge, la ville y figure pour 3,797 et les comtés pour 52,784.

Dans le chiffre total de 70,731 les étrangers figurent pour 10,397 : c'est-à-dire pour un vingt-un septième et l'augmentation des pauvres étrangers sur le chiffre de l'année antérieure est de 2,790. Ce qui porte la proportion de l'augmentation des étrangers à un peu plus d'un cinquième.

Enfin l'entretien des pauvres a coûté à l'Etat de New York depuis 1830 $1,909,693 78.

Ces faits sont de la plus haute importance et méritent d'attirer la sérieuse attention des hommes d'Etat des philosophes humanitaires et en général de tous ceux qui s'occupent d'économie sociale.

On comprend le pauperisme en Angleterre, car là où le sol est dans un très petit nombre de mains le nombre de prolétaires doit nécessairement être immense; on le comprend encore sur le continent Européen; car là où la population est extrêmement compacte, la concurrence tend sans cesse au pauperisme quelle que soit du reste la libéralité de la loi; mais sur le continent de l'Amérique, sur le sol des Etats-Unis où tout travail est largement rémunéré et où il y a place pour toutes les industries, le pauperisme paraît être une anomalie.

Si rien de rationel ne peut être avancé pour expliquer d'une manière satisfaisante l'accroissement du pauperisme aux Etats-Unis, n'est-on pas en droit de penser que la mendicité est pour nous un fruit exotique exclusivement d'importation étrangère.

Sans doute que tous les mendians ne sont pas étrangers, mais pourrait-on affirmer que la lèpre de la mendicité n'a pas été introduite par le funeste exemple des mendians étrangers ? En Europe, on le sait, beaucoup de gens sont mendians par état; l'exercent ainsi une industrie passablement lucrative, qui les fait vivre, et bien vivre, au sein de l'oisiveté ce qui fait qu'ils n'échangeraient pas leur métier de mendiants contre une profession honorable mais qui les astreindrait au travail. Or, est-il donc impossible que quelques mendians de profession se soient introduits parmi nous et aient inspiré à d'autres le goût de leur dégradant métier ?

Ce qu'il y a de certain, c'est que les mendians étrangers s'élèvent déjà à 10,397 dans l'Etat de N. York sur 70,731, et que sur une augmentation de 10,994 pauvres survenue dans l'intervalle d'une année, les étrangers y figurent pour 2,800 ce qui indique que une proportion rapidement croissante de mendians étrangers.

Nous le répétons, ces faits sont de la plus haute gravité; car la mendicité, si elle venait à se développer parmi nous, pourrait entraver notre marche dans la voie de la prospérité et du progrès.

Sans doute que dans la société, telle qu'elle est organisée, la pauperisme peut exister : sans doute qu'il peut survenir des accidents qui réduisent à la misère les hommes les plus honorables; mais il ne faut pas perdre de vue que, parmi nous surtout, ces événements sont purement accidentels et que leurs résultats, quelque désastreux qu'ils soient, ne sont que momentanés, et que par conséquent le pauperisme réel et, qu'on nous passe cette expression, légitime ne saurait jeter de racines profondes parmi nous.

Il importe donc essentiellement de s'assurer du nombre de personnes qui vivent aux dépens de la charité publique, d'examiner leur conduite et leurs moyens de travail : en un mot il importe de sonder la plaie avant de songer à appliquer un remède quelconque.

On s'occupe, en ce moment, ai nous sommes bien informés, d'ériger des maisons de refuge et de travail pour venir au secours des pauvres et des déscrevés. Tout en applaudissant à l'idée philantropique qui a présidé à ces projets, nous croyons devoir prémunir les personnes chargées de l'établissement de ces maisons contre un abus qui empêche presque toujours d'atteindre le but qu'on s'était proposé en érigeant ces maisons de travail.

Evidemment on a voulu, en créant des maisons de refuge et de travail, arracher les vagabonds à l'oisiveté, les habituer au travail et leur faire comprendre que la véritable dignité de l'homme consiste à se suffire à lui-même par une sage économie du fruit de son travail. Mais il arrive souvent que la situation des détenus est telle qu'ils la préfèrent à la liberté où que du moins ils y contractent des habitudes qui les dégoûtent bien vite des privations que sont quelquefois obligés de s'imposer les travailleurs libres et irréprochables. Il faut donc tâcher de concilier les exigences de la prudence et celles de la philantropie et écouter assez pour que l'individu n'ait pas à souffrir; mais assez peu pour qu'on ne regrette pas la punition infligée par la société et pour qu'on ne soit pas tenté de recommencer coupable.

On donne comme certaine la nomination de M. Abraham Inskeep, comme appréciateur de la Douane de la Nouvelle-Orléans.

COUR CRIMINELLE.

Nous avons publié dernièrement le compte rendu du procès intenté devant la cour criminelle contre Williams, accusé d'avoir introduit dans cet Etat des esclaves qui avaient été condamnés en Virginie. Hier, Williams a demandé que le jugement qui le condamne fût reconsidéré. Cette motion, présentée et soutenue par M. Gremez avec une grande habileté et combattue avec un talent non moins énergique par M. Rouelhac, l'avocat-général, a été rejetée.

Le Président.—On lit dans le *Commercial Advertiser* de New-York du 12 courant : "Le renseignement le plus probable qui nous soit encore parvenu sur le sort du *Président*, se trouve dans l'extrait suivant du journal du paquebot *Utica*, que nous trouvons dans le *Daily Advertiser*.

Navire UTICA, allant du Havre à New-York, 15 ou 16 mars (date douteuse.)

A 10 lieues 30 minutes; fraîches brises du N O — Passé les débris de navires et vergues qui semblent encore attachés à des voiles; les mâts et les vergues peints en noir; ayant sans doute appartenu à quelque vaisseau anglais démâté par le coup de vent du 12, et qui ne sera trouvé dans les parages où l'Utica les a vus que pour peu de temps.

Nous le répétons, ces faits sont de la plus haute gravité; car la mendicité, si elle venait à se développer parmi nous, pourrait entraver notre marche dans la voie de la prospérité et du progrès.

Sans doute que dans la société, telle qu'elle est organisée, la pauperisme peut exister : sans doute qu'il peut survenir des accidents qui réduisent à la misère les hommes les plus honorables; mais il ne faut pas perdre de vue que, parmi nous surtout, ces événements sont purement accidentels et que leurs résultats, quelque désastreux qu'ils soient, ne sont que momentanés, et que par conséquent le pauperisme réel et, qu'on nous passe cette expression, légitime ne saurait jeter de racines profondes parmi nous.

Il importe donc essentiellement de s'assurer du nombre de personnes qui vivent aux dépens de la charité publique, d'examiner leur conduite et leurs moyens de travail : en un mot il importe de sonder la plaie avant de songer à appliquer un remède quelconque.

On s'occupe, en ce moment, ai nous sommes bien informés, d'ériger des maisons de refuge et de travail pour venir au secours des pauvres et des déscrevés. Tout en applaudissant à l'idée philantropique qui a présidé à ces projets, nous croyons devoir prémunir les personnes chargées de l'établissement de ces maisons contre un abus qui empêche presque toujours d'atteindre le but qu'on s'était proposé en érigeant ces maisons de travail.

Evidemment on a voulu, en créant des maisons de refuge et de travail, arracher les vagabonds à l'oisiveté, les habituer au travail et leur faire comprendre que la véritable dignité de l'homme consiste à se suffire à lui-même par une sage économie du fruit de son travail. Mais il arrive souvent que la situation des détenus est telle qu'ils la préfèrent à la liberté où que du moins ils y contractent des habitudes qui les dégoûtent bien vite des privations que sont quelquefois obligés de s'imposer les travailleurs libres et irréprochables. Il faut donc tâcher de concilier les exigences de la prudence et celles de la philantropie et écouter assez pour que l'individu n'ait pas à souffrir; mais assez peu pour qu'on ne regrette pas la punition infligée par la société et pour qu'on ne soit pas tenté de recommencer coupable.

On donne comme certaine la nomination de M. Abraham Inskeep, comme appréciateur de la Douane de la Nouvelle-Orléans.

COUR CRIMINELLE.

Nous avons publié dernièrement le compte rendu du procès intenté devant la cour criminelle contre Williams, accusé d'avoir introduit dans cet Etat des esclaves qui avaient été condamnés en Virginie. Hier, Williams a demandé que le jugement qui le condamne fût reconsidéré. Cette motion, présentée et soutenue par M. Gremez avec une grande habileté et combattue avec un talent non moins énergique par M. Rouelhac, l'avocat-général, a été rejetée.

Le Président.—On lit dans le *Commercial Advertiser* de New-York du 12 courant : "Le renseignement le plus probable qui nous soit encore parvenu sur le sort du *Président*, se trouve dans l'extrait suivant du journal du paquebot *Utica*, que nous trouvons dans le *Daily Advertiser*.

Navire UTICA, allant du Havre à New-York, 15 ou 16 mars (date douteuse.)

A 10 lieues 30 minutes; fraîches brises du N O — Passé les débris de navires et vergues qui semblent encore attachés à des voiles; les mâts et les vergues peints en noir; ayant sans doute appartenu à quelque vaisseau anglais démâté par le coup de vent du 12, et qui ne sera trouvé dans les parages où l'Utica les a vus que pour peu de temps. Passé les débris de navires et vergues; à quelques lieues plus loin, un des ponts d'un navire, avec ses bancs et ses barres, flottant à la dérive. Plus loin encore, un mât de hune, avec ses voiles et ses cordages